

N°DBCA-2021-089

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**ORGANISATION D'UN CONCOURS POUR L'ACCES AU GRADE DE SERGENT DE
SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS AU TITRE DE L'ANNEE 2022**

Le 02 décembre 2021, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 16 novembre 2021, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

*

* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le décret n° 90-850 modifié du 25 septembre 1990 portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels,*
- *le décret n° 2012-521 modifié du 20 avril 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels,*
- *le décret n° 2020-1474 modifié du 30 novembre 2020 fixant les modalités d'organisation des concours et examens professionnels des cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Par courrier daté du 19 juin 2020, adressé au contrôleur général Patrick BAUTHÉAC, chef d'État-Major interministériel de la zone de défense et de sécurité Ouest en réponse à sa demande de candidature des Sdis pour l'organisation d'un concours pour l'accès au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels, le Sdis 76 avait indiqué sa capacité à réaliser un concours pour l'année 2021. Compte tenu que le Sdis 76 était le seul organisateur, le chef d'État-Major interministériel a décidé de le reporter.

Faisant suite à une visioconférence organisée avec la DGSCGC en date du 09 novembre 2021, il a été décidé d'un commun accord entre les organisateurs que la date des épreuves écrites d'admissibilité serait fixée au 28 mars 2022. Un engagement financier avait été pris avec le prestataire et les locaux sont disponibles à cette date.

Une mutualisation va être recherchée pour l'organisation du concours, notamment avec les Sdis de la zone de défense et de sécurité Ouest.

Le coût de ce concours est réparti sur les deux exercices budgétaires 2020 et 2022, et sera affiné en fonction du nombre de candidats.

Le Sdis demande l'autorisation au Bureau du Conseil d'administration d'organiser un concours interne de sergent. Ce concours fera l'objet d'une publicité conformément à l'article 3 du décret n° 2013-593 modifié du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale.

1. Modalités relatives à l'organisation du concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels en 2022

Au regard du nombre prévisionnel de candidats (1 800), une mutualisation des moyens humains et matériels et donc un partage des coûts a paru souhaitable, c'est pourquoi les Sdis de la zone de défense et de sécurité Ouest vont être contactés pour conventionner avec le Sdis 76. L'étude est en cours et sera présentée lors d'un prochain Bureau.

A. Mise en œuvre de l'organisation du concours :

Les conventions seront établies pour la durée de validité de la liste d'aptitude établie par le Sdis 76 qui assure la gestion administrative du concours ainsi que l'organisation générale des épreuves d'admissibilité et d'admission. Il assure la gestion de la liste d'aptitude et la gestion financière de l'ensemble du dispositif et prend en charge l'ensemble des frais qui résultent des obligations afférentes.

B. Modalités financières :

Une participation aux frais de dossier de 40 € sera demandée aux candidats. Cette contribution par candidat sera encaissée même en cas d'absence aux épreuves quel que soit le motif.

2. Création d'une régie de recettes temporaire

Au regard du nombre de dossiers attendus, il est proposé de créer une régie de recettes temporaire auprès du groupement Formation et activités physiques du Sdis 76, installée à Saint Valery-en-Caux, 9 rue du noroit et fonctionnera du 1^{er} janvier au 30 juin 2022, dont les recettes sont encaissées par chèque. Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 10 000 €, versé au Payeur départemental dès que celui-ci atteint ce montant et au moins une fois par mois.

Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ou son mandataire suppléant.

3. Indemnisations des membres du jury, examinateurs et correcteurs

Le Sdis 76 prendra à sa charge la rémunération des membres de jury de toutes les épreuves, des examinateurs du Sdis 76 et de tous les Sdis conventionnés suivant les dispositions règlementaires dans la limite du taux 2 prévu à l'annexe 2 de l'arrêté du 7 octobre 2011 fixant la rémunération des agents publics participant à titre accessoire à des activités de formation et de recrutement pour le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration, afin de permettre la prise en compte du niveau de difficulté des prestations fournies.

Aussi, il vous est demandé d'autoriser le Président :

- à créer une cellule concours spécifique sur la base suivante :
 - le recrutement de trois agents contractuels pour une durée de quatre mois,
 - le recrutement d'un agent contractuel pour une durée de cinq mois afin de remplacer l'agent du groupement Formation et activités physiques mis à disposition de la cellule concours,
 - le Président à solliciter le centre de gestion pour un appui administratif et/ou technique,
 - à prendre tous les actes nécessaires à la mise en œuvre du dispositif.

Ce dispositif comprend notamment :

- la location de halls pour les épreuves écrites d'admissibilité,
- l'acquisition ou l'affectation de logiciels, de matériels bureautiques, de transmission, d'informatique et de téléphonie.
- à ouvrir par voie d'arrêté le concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels pour l'année 2022 (conformément aux décrets n° 2020-1474 et n° 2021-595),
- à instituer une participation aux frais de dossier d'un montant de 40 €,
- à créer une régie de recettes temporaire dont les éléments constitutifs ont été présentés,

- à fixer la rémunération des membres de jury, examinateurs et correcteurs dans les conditions prévues au point 3.

*
* *

Ce dossier fera l'objet d'une communication au Conseil d'administration et au comité technique.

Ce rapport annule et remplace les délibérations DBCA-2020-051 du 25 juin 2020 et DBCA-2020-088 du 09 décembre 2020, hormis le recrutement d'un agent contractuel pour une durée de onze mois afin de remplacer l'agent du groupement Formation et activités physiques mis à disposition de la cellule concours.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,
Signé électroniquement, le 06/12/2021
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20211202-DBCA-2021-089-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/12/2021

Affichage : 07/12/2021

Pour l'autorité compétente par délégation

